« Cette défaite porte les graines d'une victoire future »

Après une campagne qui aura duré deux ans, l'Ecosse a voté le 18 septembre pour ou contre l'indépendance – oui ou non. Et c'est le non qui l'a emporté. C'était donc une victoire pour l'establishment politique britannique et une défaite pour les forces de l'indépendance. Et en bons démocrates, les vaincus ont accepté le verdict des urnes.

Pourtant ceux qui s'attendaient à voir les partisans de l'indépendance abattus et qui espéraient que la question de l'indépendance serait réglée pour au moins une génération ont été vite déçus. Cette défaite porte les graines d'une victoire future, pour au moins trois raisons. D'abord, le déroulement de la campagne. La participation a été massive. Pas moins de 97% des électeurs potentiels se sont inscrits sur les listes électorales: 118.000 d'entre eux l'ont fait dans le mois précédant la fermeture des listes, le 2 septembre.

Ils font partie de ce qu'on appelait « le million manquant », ceux et celles qui ne votaient jamais et n'étaient souvent même pas inscrits. Cette fois-ci, ils ont voté : le taux de participation était de 84%. Il faut revenir à 1910 – avant le suffrage universel – pour trouver un taux supérieur. Beaucoup de ces nouveaux votants avaient été mobilisés et motivés par la campagne pour le oui, à travers le porte-à-porte, les discussions individuelles, les réunions publiques dans les salles de quartier, dans laquelle l'aile radicale de la campagne a joué un rôle très actif.

Un vote de classe

Deuxièmement, un examen du vote conduit à plusieurs conclusions. D'abord, il s'agit très clairement d'un vote de

classe. Le scrutin a eu lieu dans 32 régions ou grandes villes. Le oui a été majoritaire dans quatre d'entre elles. Il s'agit de Glasgow, Dundee, et deux régions proches de Glasgow. Ce sont des régions sociologiquement ouvrières; ce sont les zones les plus défavorisées, avec les niveaux les plus élevés du chômage et de tous les indices de pauvreté. Ce sont aussi, historiquement et encore aujourd'hui, des bastions du mouvement ouvrier.

Les informations dont on dispose actuellement montrent en plus que partout le vote pour l'indépendance a été plus élevé dans les quartiers populaires. Ce sont aussi des zones qui ont été dominées depuis prés d'un siècle par le Parti travailliste bien que le Parti national écossais (SNP), qui dirige le gouvernement à Edimbourg, ait fait des avancées ces dernières années. En revanche, les régions qui ont été des bastions du SNP depuis les années 1970, avec des populations plus mixtes, ont toutes voté non.

Ensuite, un sondage publié le 20 septembre a donné une série d'indications qui montrent les limites de la victoire do non. D'abord, le oui a été majoritaire dans toutes les classes d'âge sauf les 18-24 (48%), les 55-64 (43%) et les plus de 65 ans (27%). Le vote pour le oui était de 71% parmi les 16-17 ans, 59% pour les 25-34, 52-53% entre 35 et 54.

On peut donc conclure que le résultat a été plombé par le vote des électeurs les plus âgés et que malgré la courte majorité pour le non chez les 18-24, le vote oui est globalement majoritaire parmi la population de moins de 55 ans. On peut respecter un tel résultat sur le plan arithmétique. Politiquement il est tout sauf définitif.

La jeunesse majoritairement indépendantiste

Ceci est confirmé par les motivations de ceux et celles qui ont vote oui et non. Pour les oui: 10% ont voté pour ne plus jamais avoir un gouvernement conservateur; 20% parce qu'ils

pensaient que l'Ecosse indépendante aurait un meilleur avenir; 70% ont cité le principe que toutes les décisions concernant l'Ecosse devraient être prises en Ecosse.

Ce dernier pourcentage est peut-être le plus important du sondage. Ces 70% sont pour l'indépendance pour la plus fondamentale des raisons: la démocratie, car la question nationale est au fond une question politique, démocratique. Evidemment pas dans l'abstrait, car ceux qui ont voté oui ont très clairement exprimé leur opposition au néolibéralisme et à la guerre, pour la justice sociale et la redistribution des richesses.

Les chiffres correspondant pour le non sont aussi intéressants. 47% ont été motivé par les risques de l'indépendance. C'est le solde de ce que le responsables de la campagne du non ont apparemment appelé entre eux le «projet peur»: un vote pour l'indépendance mettrait en danger l'emploi, les retraites, les prix allaient augmenter, on ne serait pas admis dans l'Union européenne, les Anglais n'accepteraient pas l'union monétaire, le pétrole de la Mer du Nord sera bientôt épuisé. La plupart de ces craintes se seraient révélées soit sans fondement, soit exagérées si le oui avait gagné.

Mais elles étaient diffusées assidument par les partis unionistes, les média et les chefs d'entreprises. Certains patrons ont écrit à tous leurs salariés pour leur dire de voter non – une pratique qui a été justifiée par un député travailliste le soir des résultats. 20% ont voté non parce qu'ils croyaient à la promesse de davantage de pouvoirs pour le Parlement écossais. Les partis unionistes ont parlé d'un serment («vow») ; l'augmentation des pouvoirs serait sure et certaine. Malheureusement, les pouvoirs en question n'étaient jamais précisés, les trois partis unionistes (1) n'étant même pas d'accord entre eux.

Promesses d'Albion…

Et seulement 27% ont voté par attachement au Royaume-Uni. Ces chiffres confirment ce que tout le monde aurait dû déjà savoir: les motivations des partisans de l'indépendance sont plus solidement ancrées que celles des opposants.

La troisième raison pour douter de la solidité du verdict du 18 septembre se trouve dans ce qui se passe depuis. Car ce qui se passe est étonnant. Les gens affluent vers les partis indépendantistes, qui connaissent tous une vague d'adhésions. Le SNP a doublé ses effectifs en quatre jours, passant la barre des 50.000. Le Parti vert passe de 2.000 à 5.000 adhérents. Le Parti socialiste écossais (SSP) gagne 2.500 adhérents.

Quant à la Campagne pour une indépendance radicale (RIC), qui fédère les partis et courants de gauche et beaucoup de non-encartés, elle a reçu au moins 7.000 demandes d'inscription pour sa prochaine conférence en novembre. A titre de comparaison, ses deux conférences précédentes, en 2012 et 2013, ont réuni entre 900 et 1.000 participants, ce qui était déjà considéré comme un succès (2).

Les gens qui s'engagent aujourd'hui le font évidemment pour continuer le combat, parce que rien n'a été réglé. Pour se battre afin d'extraire le maximum de pouvoirs de Westminster. Pour remettre l'indépendance à l'ordre du jour le plus tôt possible. Le sondage déjà cité a aussi demandé aux gens combien de temps ce résultat tiendra. Parmi les partisans du oui 45% ont dit cinq ans, 16% dix ans.

Victoire à la Pyrrhus pour les unionistes

Ironiquement donc, les grands vainqueurs du scrutin sont les partis qui ont perdu. Et qui sera le grand perdant ? Il n'y a qu'un seul candidat. Les partis conservateurs et libéral-démocrate sont des quantités assez négligeables en Ecosse. Le grand perdant risque d'être le Parti travailliste. Dans la campagne du non (« Better Together »), il a joué le rôle

central, notamment par l'intervention de l'ancien premier ministre Gordon Brown, celui qui a inventé le «serment» dans les 15 derniers jours de la campagne quand les partisans du non paniquaient devant la perspective que le oui passe.

Mais pour les travaillistes, leur victoire risque d'être à la Pyrrhus. Pour commencer, 37% des électeurs de ce parti farouchement unioniste ont voté pour l'indépendance. Et il semble bien, ce sera à confirmer, qu'il y a un processus inverse de ce qui se passe parmi les partis indépendantistes, que les gens commencent à quitter le parti. Dans la gauche du mouvement pour l'indépendance, il y a un fort rejet de Labour. Personne à gauche ne penserait à accuser les conservateurs d'avoir trahi, ce sont les ennemis de toujours.

Mais le Parti travailliste aura des comptes à rendre. Il y aura sans doute des changements dans sa direction; il est plus que douteux que cela suffise. L'électorat populaire a commencé à déserter le Parti travailliste avec l'expérience des gouvernements entre 1997 et 2010 et ceux à Edimbourg de 1999 à 2007. L'expérience du référendum peut accélérer et amplifier le processus.

Les travaillistes auront des comptes à rendre

Comment apprécier la situation aujourd'hui ? Si on la compare aux espoirs du 18 septembre, c'est une déception. Si on la compare à la situation au début de la campagne pour le référendum, c'est un énorme progrès. Pas tout à fait assez, mais énorme quand même. Comme nous l'avons vu, la victoire du non est passée grâce à des peurs faites de toutes pièces et des promesses dont on n'a pas encore vu la couleur. En 2012, Cameron pensait gagner par au moins 70-30. Erreur funeste, il a failli perdre.

Ensuite, nous avons assisté à une mobilisation et une politisation en profondeur de la société, qui a touché surtout ceux qui ne faisaient pas de politique, qui a éveillé les

couches populaires. Gageons que ce génie n'est pas prêt à rentrer dans la bouteille. Par ailleurs, aucun secteur de la population n'a été épargné par ce mouvement.

Comme les citoyens de l'Union européenne résidant en Ecosse ont pu voter, nous avons vu, entre autres, les « Polonais pour l'indépendance ». Et aussi les Femmes pour l'indépendance, bien à gauche, les Asiatiques écossais pour l'indépendance et, last but not least, «les Ecossais anglais (sic) pour l'indépendance ». Il paraît d'ailleurs que la majorité de la communauté d'origine pakistanaise et environ un quart des Anglais vivant en Ecosse auraient voté oui.

Un nouveau référendum dans cinq ans?

Les forces indépendantistes affrontent le bras de fer avec Londres dans un bon rapport de forces. Alex Salmond a démissionné comme premier ministre et comme leader du SNP. Personne ne lui demandait de le faire, son bilan était plus que bon. Il l'a fait pour passer la main à celle qui est presque certaine de lui succéder, sa très capable adjointe, Nicola Sturgeon.

Dans sa première interview après l'annonce de sa candidature à la succession, elle a refusé d'exclure un nouveau référendum dans les cinq ans à venir si Londres n'accorde pas suffisamment de pouvoirs à l'Ecosse. Voilà la perfide Albion prévenu. Quant à Salmond, il ne prend pas sa retraite: il continuera à siéger au Parlement et il restera une force.

On espère que tout le monde hors de l'Ecosse l'aura maintenant compris: ce mouvement pour l'indépendance de l'Ecosse n'est pas basé sur un nationalisme étroit, n'est même pas nationaliste du tout pour une grande partie de ses participants. Il n'est pas anti-anglais, il est pour la démocratie, la justice sociale, pour une nouvelle société, contre la guerre. Il est majoritairement de gauche.

Ce caractère de gauche n'a rien d'automatique. Il est le

résultat d'évolutions depuis 30 ans. D'abord, il y a eu un changement de direction au sein du SNP dans les années 80-90 avec l'arrivée d'une équipe, personnifiée par Salmond, devenu leader en 1990, qui voulait dépasser le Parti travailliste sur sa gauche et gagner ses électeurs à la cause indépendantiste.

Il faut dire que le SNP a été considérablement aidé par l'évolution du New Labour blairiste. Ensuite, la gauche radicale en Ecosse a réussi dans les années 80-90 à dépasser un discours idéologique stérile qui expliquait qu'il fallait être contre l'indépendance pour ne pas diviser la classe ouvrière britannique. Elle a commencée à soutenir l'indépendance en lui donnant un contenu socialiste.

Cette évolution était décisive, parce qu'il y a une place à occuper à gauche du SNP. Elle a été occupée entre 1999 et 2007 par le Scottish Socialist Party (SSP), avant la crise qui a frappé ce parti et dont il semble aujourd'hui se remettre. Mais cet espace existe encore et il a été occupé pendant la campagne par la RIC, le SSP, les Verts et par des mouvements comme Femmes pour l'indépendance.

De nouveaux espaces à gauche

Cette gauche radicale a un rôle important à jouer. Car si le SNP est bien à gauche du Labour, il reste un parti de centre-gauche, social-démocrate. Ce qui n'est pas, dans la situation actuelle, la pire des choses. Cela a rendu possible que les Verts et le SSP participe à la campagne « officielle » pour le oui («Yes Scotland»), dirigée par le SSP, tout en participant à la RIC.

Le SNP est relativement progressiste sur le plan social, mais il ne conteste pas le capitalisme, ni en Ecosse ni au niveau international. Au début de la campagne, Salmond a donné quelques gages – par exemple en proposant de garder la Reine comme chef d'Etat et en abandonnant l'opposition de toujours du SNP à l'OTAN. Cette dernière décision a été prise par une

courte majorité au congrès du SNP. Elle a coûté la démission du parti de deux de ses députés; un troisième vient de les rejoindre en expliquant qu'il avait attendu la fin de la campagne.

Aujourd'hui, certains de ceux qui rentrent au SNP le font avec l'intention de le faire évoluer à gauche. On peut leur souhaiter bonne chance, il y a déjà une gauche dans le SNP. Mais il semble plus important aujourd'hui de créer une force politique à gauche du SNP, une force anticapitaliste et indépendantiste, une gauche radicale qui se bat pour la république et pour le socialisme.

Les éléments de cette gauche existent déjà et ils ont beaucoup contribué à la campagne pour le oui. Aujourd'hui, il s'agit de les réunir, de les structurer pour affronter les nouveaux défis. Suite au référendum, l'audience pour les idées de cette gauche radicale s'est considérablement élargie. C'est une occasion à saisir des deux mains.

(1) Il s'agit du Parti conservateur, du Parti libéral-démocrate et du Parti travailliste. Les deux premiers forment le gouvernement de coalition à Londres. Les trois partis sont dans l'opposition au gouvernement SNP à Edimbourg.

(2) Ces chiffres sont approximatifs. Ils étaient aussi exacts que possible quand cet article a été écrit, ils sont susceptibles d'être rapidement dépassés. C'est un signe des temps en Ecosse.